L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

N°7 - Vendredi17 février 1989 -ISSN 0995-0583 - Prix 5,00 F

La semaine prochaine
DOSSIER EDUCATION

SOMMAIRE

3
Municipales dans le Midi
•
Pierre Mauroy : Ni céder, ni renoncer

4
Social : Tout ce qui peut être fait...

6



Exclusif : Dominique Jamet La T.G.B.

12
Afghanistan : Quel avenir ?

13
Le calendrier républicain

14
Claude Estier

15
L'invité : Bernard Poignant

SUR TROIS FRANÇAIS, UN SEUL VEINARD



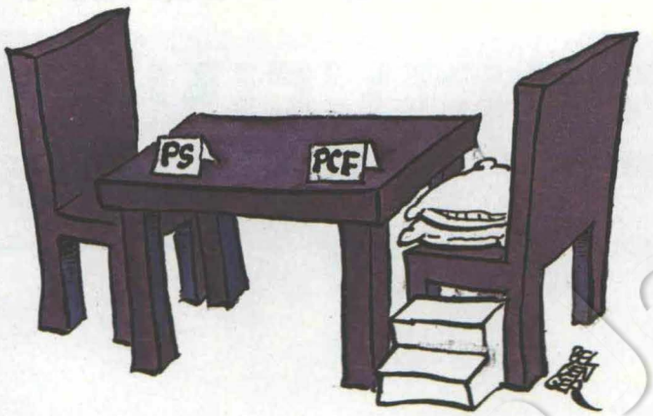
Petites vacances et grands départs pour une minorité de privilégiés. Ceux qui partent cet hiver et ce printemps sont déjà partis l'été dernier. On a huit fois plus de chances de partir avec un revenu annuel de 300.000 francs que de 30.000... (lire page 8).

Copyright Fondation Jean Jaurès

MUNICIPALES

Le rassemblement à gauche malgré tout

Le PC veut casser le rassemblement à gauche dans de nombreuses communes. Il fait même planer des menaces sur certains désistements au second tour. Le PS, lui, ne faillira pas à la discipline républicaine.



Le PC a signé un accord national pour mieux le fouler aux pieds. C'est la triste constatation qui s'impose alors que d'interminables négociations locales se poursuivent encore cette semaine. Conséquence : des listes d'union ont réussi à se constituer dans de nombreuses villes, mais trop de primaires marqueront ces municipales. Si d'ici le 23 février, date limite du dépôt des listes, la situation n'évolue pas, le pourcentage des primaires à gauche pourrait atteindre 30%.

Le sectarisme du PC se manifeste le plus durement en région parisienne, dans le Nord, le Pas-de-Calais et la Gironde. La guérilla que mènent les appareils fédéraux de ces départements sur ordre de la Place du Colonel Fabien n'a qu'un seul but : affaiblir le PS. Prolongement logique de cette tactique, Georges Marchais a annoncé que le désistement du PC au deuxième tour ne serait pas automatique dans les villes où l'union n'avait pu être réalisée. Jamais le PC n'avait été aussi ouvertement dans la voie de l'antisocialisme.

Rapport de forces

Dans le Pas-de-Calais, où les relations entre socialistes et communistes ont toujours été tendues -surtout dans les communes dirigées par le PC-, trois villes seulement de plus de 3.500 habitants ont enregistré un accord : Isbergues, Dourges et Brebières. Ailleurs, les négociations sont rompues. Alors que presque partout le rapport de forces s'est inversé entre 1983 et 1988 au profit du PS, le PC s'en tient aux bases de 1983. Exemple de la mauvaise foi communiste : Calais. Le PS supplante désormais le PC sur le plan électoral. Malgré tout, il accepte de laisser la tête de liste aux communistes, leur cède le poste de premier adjoint. En revanche, il demande raisonnablement une augmentation de sa représentativité sur la liste (23 socialistes au lieu de 16 en 1983), celle du PC passant de 31 à 26. Refus des communistes !

A Arras, un accord allait être signé sur la base des accords de 1983, lorsque subitement le PC a fait volte-face et décidé de ne pas reconduire l'union.

Dans le Nord, le PS fait des propositions mathématiques, reflet de la représentativité des deux partis calculés sur la base des législatives et des cantonales de 1988. Les négociations sont pourtant rompues à Wattrelos et Villeneuve d'Ascq où le PS fait l'effort de proposer six, voire sept élus alors que le rapport de force ne lui en accorde légitimement que trois. Pourtant, les communistes font la fine bouche. Enfin, à Lille, Pierre Mauroy a rendu publique sa liste laissant dix places blanches pour les communistes. D'une manière plus générale, dès qu'au niveau local des accords semblent sur le point d'être signés, la fédération du PC freine des quatre fers...

Tapis vert

L'union sélective que pratique le PC n'est pas innocente sur le plan géographique. Les ruptures ou les difficultés concernent les bastions du PC ou des départements comportant des personnalités socialistes de premier plan : Nord (Pierre Mauroy), Yvelines (Michel Rocard), Territoire de Belfort (Jean-Pierre Chevènement), Nièvre (Pierre Bérégovoy, Gironde (Gilbert Mitterrand), Seine-Saint-Denis (Marcel Debarge).

A force de jouer avec le feu, le PC risque de se brûler les doigts. Evoquant l'union des forces populaires, François Mitterrand soulignait : "Ceux qui représentent ces forces auraient tort de se diviser". Les socialistes restent ouverts à l'union mais ne veulent pas passer sous les fourches caudines du PC. "Il ne faudrait pas que Georges Marchais gagne sur le tapis vert des négociations ce qu'il a perdu dans les urnes", soupire Marcel Debarge.

J.-P.B.

"Je considère que l'argent gagné trop facilement est pour toujours suspect et qu'en effet, il est fait pour corrompre. De l'argent, il en faut, c'est un moyen d'échange nécessaire dans une société moderne. Je dis qu'il faut absolument que cet argent soit orienté vers les investissements qui servent notre pays, parce qu'ils servent notre économie et qu'il faut prendre tous les moyens qui conviendront pour éviter l'argent spéculatif."
François Mitterrand
TF1 le 12.2.89

Socialisme de l'An 2000

Le premier des quatre colloques qui lancent la réflexion idéologique sur le socialisme de l'An 2000 a lieu le jeudi 23 février à la Maison de l'Amérique Latine de 18 à 22 heures. Au programme, "Les nouvelles mutations économiques". Parmi les intervenants : Jacques Delors, Gisèle Charzat, Henri Guillaume, Dominique Taddéi, Lionel Zinsou, Gérard Collomb, plus des représentants des PSOE, SPD et PSI. Conclusion par Pierre Mauroy. De quoi alimenter la réflexion du PS sur son identité et sa conception de l'économie mixte.

Nouvelle procédure pour les candidatures

(loi du 30 décembre 1988)

Avant le 3 mars, date limite de dépôt des listes, tout candidat aux municipales devra prouver qu'il remplit bien les conditions d'éligibilité et notamment attester de son inscription au rôle des contributions directes.
Cas particulier : le candidat qui se présentera dans une autre commune que celle où il est électeur, devra déposer :

- un certificat d'inscription sur la liste électorale de la commune où il est électeur,
- un extrait du rôle délivré par le comptable du trésor établissant qu'il est inscrit au rôle des contributions directes de la commune où il se présente.

DANS LE MIDI

Rude tâche pour la droite

Rude tâche dans le midi méditerranéen pour les socialistes. Face à une droite dure, appuyée par un Front National puissant, ils ont également fort à faire avec un PC qui accepte mal son déclin.

"Cet homme est dangereux !" , s'exclama Gérard Bramoullé (CNI) à l'adresse du maire d'Aix-en-Provence lors d'un conseil municipal. Cette formule lapidaire donne la carte de visite de Jean-Pierre De Peretti Della Rocca.

Aix en Provence

Personnage lunaire autant qu'imprévisible, ce bon docteur De Peretti est un ancien compagnon de route des Putschistes de l'OAS, aujourd'hui recyclé en "homme de la droite modérée" comme il se plaît à le répéter. Sous un masque à la Buster Keaton, l'homme cache en vérité le visage d'un autocrate férocement et jalousement cramponné à son fauteuil de premier magistrat de la ville. La volonté forcenée de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains lui vaudra d'être petit à petit lâché par ses "amis" qui après avoir goûté son humour particulier (télégramme de félicitations pour sa réélection, ses visions de la Vierge Marie...) finirent par découvrir le véritable de Peretti. Résultat : une crise municipale, et une ville à la dérive. Les six dernières années de son mandat ont été caractérisées par une gestion incohérente, voire une absence de gestion.

Dans ce contexte, la liste socialiste emmenée par Jean-François Picheral apparaît comme une relève non seulement possible mais indispensable. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux Relations culturelles internationales, est également en piste. Un accord interviendra-t-il dans un futur proche pour permettre à la gauche de reconquérir cette municipalité ? De leur côté, les communistes ont fait savoir qu'ils refusaient la présence d'un ministre d'ouverture sur une liste d'union. Avec une liste RPR au premier tour, une autre du FN, J.-P. de Peretti aura bien du mal à franchir le poteau d'arrivée en tête. Tout est donc ouvert.

Toulon

A Toulon, après avoir régné durant trente ans, l'UDF Maurice Arreckx a passé le relais à son adjoint Pierre Tracy en 1985. Mais ce dernier n'a pas l'image de son prédécesseur dans la population. Ses réalisations notamment la rénovation du centre-ville sont fortement contestées. Parviendra-t-il à conserver son fauteuil de maire ? Toujours est-il qu'il aura fortement besoin du Front National qui pèse 20% à Toulon. Y aura-t-il une ou deux listes à gauche ? Le mystère reste encore entier. Les socialistes revendiquent la tête de liste pour Odette Casanova. Ils ont fait des propositions aux communistes allant au delà de l'accord du 12 janvier. Mais le PC se fait tirer l'oreille. Reste que pour le PS ces municipales constituent l'occasion d'entamer l'emprise de la droite.

Marseille

Jamais succession n'aura été plus difficile à régler. La mort de Gaston Defferre a provoqué un véritable drame antique où ses fils naturels revendiquent une succession que chacun prétend légitime. Michel Pezet a été désigné par les militants marseillais puis confirmé par les instances nationales comme le candidat qui devrait conduire la bataille des municipales à Marseille. Cette légitimité reconnue et décidée démocratiquement conformément aux status du parti, Robert Vigouroux, choisi comme homme de transition et de compromis à la mort de Gaston Defferre, n'a pas voulu en tenir compte. Celui qui fut désigné pour empêcher l'implosion de la famille socialiste marseillaise provoque aujourd'hui la crise tant redoutée. Même si la droite et singulièrement l'extrême-droite, ont vu leurs positions se détériorer sensiblement au cours de ces derniers mois, l'union de toutes les forces de gauche nécessaire pour empêcher que Marseille soit livrée à un Jean-Claude Gaudin prisonnier du Front National.

Nîmes

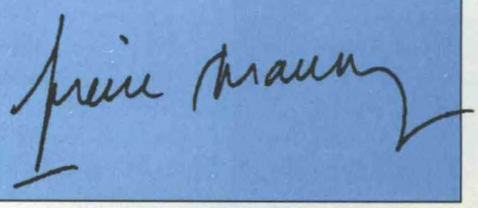
La cité gardoise fut un des bastions symboliques que le PCF dut se résoudre à perdre en 1983. Cette défaite suivie d'autres, marquait le recul historique du parti de Georges Marchais. Aujourd'hui, l'ancien maire, Emile Jourdan, croit pouvoir repartir seul à l'assaut de l'Hôtel de Ville... Face à Jean Bousquet, le PS présente une liste menée par François Brugueirolle. Le combat risque d'être difficile en raison de l'obstination des communistes à faire cavalier seul.

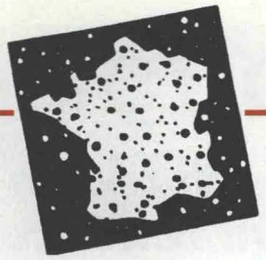
Charles Templier

EDITORIAL

Ni céder, ni renoncer

Depuis bientôt dix ans, le parti communiste poursuit un objectif unique : retrouver la prééminence à gauche.
Longtemps, il a tenté de colmater son glissement électoral. Sa situation s'est dégradée. Il est maintenant tenté par une démarche qui viserait à repousser les socialistes vers je ne sais quelle expérience de troisième force.
Le PC s'installe dans une stratégie de minorité agissante. C'est ainsi qu'il faut comprendre sa volonté de renforcer ses positions dans ses bastions traditionnels et de faire mine de se désintéresser de la bataille dans les villes tenues ou à conquérir par les socialistes. Chacun perçoit le danger de tels manquements : le risque de fragiliser la gauche et d'abandonner à une droite mal en point des succès inespérés.
L'union, pourtant, nous l'avons imposée à un parti communiste qui souhaitait s'en tenir à une négociation locale. Ce fut l'accord du 12 janvier. Depuis, ses surenchères successives bloquent les discussions. Ainsi, se trouve confirmée l'évidente contradiction entre la volonté claironnée de se rassembler et le peu d'empressement à jeter toutes ses forces dans la bataille contre la droite.
Les socialistes, instruits par l'expérience, ne veulent ni céder, ni renoncer. Céder à la surenchère, ce serait installer le PC dans une position que le suffrage universel lui a retirée. Renoncer à l'union, ce serait lui ménager un espace politique et revendicatif qu'il n'est pas en état de conquérir autrement. Nous, socialistes, devons garder en tête une constante. On ne joue pas avec l'attente des catégories sociales qui ont placé leur espoir dans la gauche. Le PC n'a, d'ailleurs, jamais réussi sur ce terrain.





LE CALENDRIER DES ÉCHÉANCES

Tout ce qui peut être fait sera fait

D'un côté "l'argent facile", de l'autre l'argent difficilement gagné. Au premier, François Mitterrand a administré une volée de bois vert dimanche soir lors de son intervention à la télévision. A l'autre, il a entrouvert l'espoir à moyen terme d'un partage plus équitable des fruits de la croissance.

Car fruits il y a. Tous les efforts des gouvernements successifs ont porté depuis plusieurs années sur l'assainissement de l'économie. Aujourd'hui, les entreprises en général ont retrouvé une trésorerie plus saine : elles sont moins endettées et recommencent à embaucher. Pour la première fois depuis le second choc pétrolier, l'emploi a enregistré une croissance de plus 170.000 personnes.

En contrepartie, les ménages ont dû se serrer la ceinture. La chute de l'épargne à un niveau historique et la montée en force du crédit aux particuliers ont contribué à leur permettre de passer un cap difficile.

Grâce aux efforts des uns et des autres et à un environnement international favorable, la croissance est à nouveau au rendez-vous : + 3,3% en 1988. Mais elle est fragile et un dérapage trop fort des coûts salariaux -qui progressent depuis 1986 à un rythme comparable à ceux de l'Allemagne- serait dangereux.

Dans le privé, le carcan salarial a commencé à se desserrer. Pas dans le public, ni dans le parapublic. Déjà des grèves fortes, parmi les infirmières, à la RATP, etc, le malaise enseignant, ont tiré le signal d'alarme. De plus, la fonction publique est corsetée dans une grille unique tellement rigide, tellement vieillie que personne n'ose y toucher de peur de faire crouler tout l'ensemble. Elle coince pourtant : 6,5 millions de fonctionnaires, répartis en quatre niveaux (non compris le 1% de hors échelle), 1.300 corps de métiers différents et une multitude de grades et d'échelons.

Déjà douze milliards supplémentaires ont été consentis sur deux ans en faveur de l'Education nationale, priorité des priorités. Même si les revendications sont justes, tout n'est pas possible tout de suite, sans quoi "on fera sauter la baraque". L'objectif reste une progression modérée de la masse monétaire, sinon gare au franc. Pour l'heure, et dans l'attente d'autres précisions, les syndicats restent circonspects : "Une programmation est nécessaire" répond immédiatement le SNES tandis que le SGEN-CFDT renchérit : "discutons d'un échéancier".



"La France se trouve aujourd'hui en état de croissance. Il faut que l'on cesse de voir toujours les mêmes gagner ou ramasser le bénéfice national, il faut que le partage se fasse et il faut que la fonction publique soit la première à avoir droit à la reconnaissance nationale".

François Mitterrand
TF1 le 12.2.89



▲ *Les gens qui touchent le RMI n'ont pas trouvé François Mitterrand "archaïque".*

Nul doute à ce sujet que la concertation ne soit longue et difficile. Elle vient à point nommé donner une perspective nouvelle aux discussions entre Lionel Jospin et les syndicats enseignants. Et elle sera suivie avec intérêt par les autres syndicats.

Les grandes confédérations syndicales ont aussi des problèmes plus immédiats à régler. Elles sont maintenant toutes débarrassées de leurs épineux problèmes de succession. Avec Jean Kaspar à la tête de la CFDT, Marc Blondel à celle de FO et Henri Krasucki qui se maintient à la tête de la CGT. Elles s'apprêtent à un long marathon avec le CNPF sur l'aménagement du temps de travail: les discussions ont repris mardi. Discussions également avec Jean-Jacques Dupeyroux sur le financement de la Sécurité sociale.

Monique Grima

La roue de la fortune

10% des Français gagnent plus de 212.000F par an, et 5% plus de 275.000F. 1% des ménages reçoit plus de 500.000F chaque année. Des chiffres qui font réfléchir après l'intervention du chef de l'Etat. François Mitterrand disait, lors de la campagne de 1978 : *"Je préfère tendre la main aux travailleurs plutôt qu'aux maîtres de l'argent"*. Il n'a pas dit autre chose dimanche, en répétant la nécessité du partage et son aversion vis-à-vis de l'argent vite gagné.

"Archaïque" répondaient quelques éditorialistes de la presse parisienne. Un débat surréaliste où chaque intervenant en rajoutait dans la mauvaise foi. *"De l'argent, il en faut, c'est un moyen d'échange dans une société moderne, mais... l'argent gagné trop facilement est suspect... il est fait pour corrompre"*, a redit F. Mitterrand. Nulle part, relisez son texte, il ne dit que l'argent est en lui-même sale.

Après tout, cela ne vous gêne pas que chaque soir, les yeux rivés sur le "Roue de la fortune", tous les enfants de France croient dur comme fer qu'en répondant à deux ou trois devinettes on peut gagner un bateau, une voiture, ou une salle de bains ? Moi, oui.

Lyne Cohen-Solal

Pour une démarche renouvelée

Si la réussite économique d'un pays repose sur la multiplication d'initiatives créatrices d'activités et donc d'emplois, le développement économique local semble actuellement inadapté. Jacques Chérèque pousse à l'adoption d'une nouvelle politique en la matière.



Il y a vingt ans, parler de développement économique local en France signifiait "vivre et travailler au pays". Dix ans plus tard, Olivier Guichard substituait à cette première définition la notion de technopoles. Dans le même temps, le Japon, la RFA et les Etats-Unis engageaient des politiques d'appui à l'initiative économique locale. *"Le Japon a su convertir son économie très rapidement à une approche flexible, attentive à la demande; où, à tous les niveaux, chacun se préoccupe de la qualité de ce qu'il fait. La RFA, en ajustant la formation de ses jeunes aux besoins des entreprises, a su éviter le chômage des moins de 25 ans. Les USA ont su répondre à la demande des services par une diversification de l'offre que nous commençons tout juste à découvrir"*, dixit Didier Minot, animateur du GIDEL, (Groupe interministériel pour le développement économique local), cheville ouvrière de la démarche Chérèque.

En France, rien de tout cela. Pourtant, les déséquilibres sont criants et opposent de plus en plus rudement les régions où l'emploi n'a cessé d'augmenter à celles qui ont perdu activités, emplois, population formée. L'emploi a crû autour de grandes métropole et en premier lieu, Paris et sa région; autour de grands axes de communication en fait, les cinq grands fleuves de notre écoles primaire : Rhin, Rhône, Seine, Loire et une partie de la Garonne; autour de zones d'afflux touristiques et de quelques villes moyennes. Mais la population ne se déplace pas au rythme des emplois. La démographie est même plus active dans les zones où l'emploi se fait rare.

Redynamiser

Ce constat, Jacques Chérèque l'a fait sien. Le ministre délégué à l'Aménagement du territoire et aux reconversions a fait part en Conseil des ministres de sa volonté de lancer une politique de redynamisation du tissu local *"des régions industrielles denses, fortement marquées par leur histoire, des bassins d'emplois autour d'une ville moyenne, des zones rurales organisées en pays, des quartiers de grandes villes plus ou moins oubliés par le développement de celle-ci. Selon les zones, les actions à mener sont certes différentes mais la démarche reste similaire."*

Le développement à l'échelle d'une ville portera-t-il sur une politique de quartiers. Ainsi, 160.000 personnes vivent dans les 13e et 14e arrondissements de Marseille. Soit un cinquième de la population du Limousin.

La nouvelle approche proposée par Jacques Chérèque tient compte de trois impératifs : l'emploi, la solidarité, la modernisation du tissu économique. *"Un développement économique localement mieux réparti devient un des compléments indispensables à une politique d'aménagement du territoire qui s'attache à favoriser les grands équilibres territoriaux. Notre pays ne gagnera pas si des pans entiers de son territoire sont laissés à l'abandon. La cohésion nationale, c'est aussi un développement plus équilibré des régions et la mise en valeur de chacune"*, a souligné J. Chérèque.

Les hypothèses de travail soumises à l'approbation du gouvernement repose sur quatre points précis :

- Une attention particulière au développement d'activités dans les petites entreprises et les services;
- la promotion de travaux adaptés à la main d'œuvre locale et à l'insertion;
- la création d'une dynamique, autour d'un projet d'ensemble, appuyée sur de réelles opportunités économiques;
- des politiques d'appui, régionales et nationales, mobilisant des moyens suffisants en matière notamment de financement des entreprises, de conseil, de recherche appliquée.

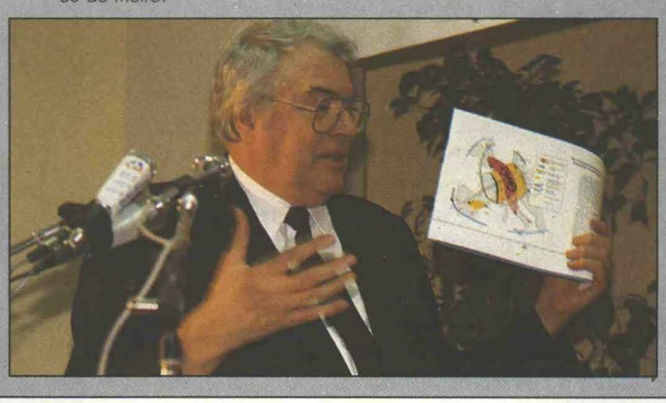
Vingt ministères sont concernés par la mise en place d'une semblable politique. L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit, en fin de compte, de lutter contre l'exclusion et la montée en puissance d'une France à deux vitesses.

Marie-Agnès Combesque

Les hussards tricolores

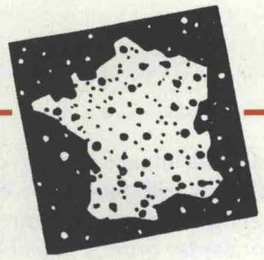
Devant une bonne centaine d'élus, réunis à Valence pour débattre de la solidarité intercommunale, Pierre Mauroy a repris les grands thèmes exposés dans le Manifeste municipal socialiste. La décentralisation a émancipé les maires, indiqua-t-il, maintenant le maître-mot c'est le "développement". Or, qu'observons-nous en Europe ? poursuivait le maire de Lille, *"un maillage important des villes. Les autres pays ont effectué leur réforme, pas nous, et le réveil risque d'être désagréable. De cela les maires de nos petites communes en ont conscience, mais il n'est pas question de recourir à des décisions autoritaires. D'ailleurs, nous sommes contents de nos 36.000 agents de la République, de nos hussards tricolores."* Seulement, remarquait encore le Premier secrétaire, *"si nous voulons garder nos 36.000 communes, il convient de mieux s'organiser"*.
Et de préconiser de grandes agglomérations regroupant les villes-centres et leurs banlieues périphériques.

▼ *Pierre Mauroy : "Sans la Communauté urbaine, Lille n'aurait jamais eu de métro."*



En ce qui concerne les syndicats, les districts, il nous faut plus de cohérence. Prenant comme exemple la Communauté urbaine de Lille, qui regroupe 87 communes, Pierre Mauroy notait que *"sans ce regroupement, jamais l'agglomération lilloise n'aurait eu de métro"*. Quant à la France rurale, *"si on laisse faire, ce sera la déperdition, la disparition"*. Dans un certain sens la ville *"profite"* des villages aux alentours et elle doit les aider à vivre.
Les socialistes sont donc pour une puissante politique d'aménagement du territoire. Mais pas avec un saupoudrage de subventions, tout au contraire avec des crédits affectés.
Ces dispositions doivent aller de pair avec un aménagement des cantons et une réforme du scrutin. Pierre Mauroy, rendant hommage au département qui est *"une unité convenable"*, confirma l'opinion des élus socialistes selon laquelle *"10 à 12 régions"* représentant une plus grande surface, c'est-à-dire plus fortes, correspondraient mieux à l'Europe de 1993.

Claude Emile Guérin



LA TRES GRANDE BIBLIOTHEQUE

Rendre la totalité du savoir accessible au public

Le 14 juillet dernier, le Président de la République exprimait son souhait de voir construire, dans les prochaines années, "la plus grande et la plus moderne bibliothèque du monde", connectée "à l'ensemble des grandes universités d'Europe".

Ce projet, qui s'annonce comme le plus ambitieux du second septennat de François Mitterrand, n'est contesté par personne. Au contraire, il semble mettre un peu de baume au cœur des bibliothécaires qui s'estiment souvent oubliés des pouvoirs publics.



Avec quelque raison, d'ailleurs. La France accuse un retard important en matière de développement et de modernisation de ses bibliothèques, notamment par rapport aux Anglo-saxons ou aux Allemands. A Londres, la British Library a développé, depuis 1982, un système de classement informatique qui met ses ordinateurs en liaison avec ceux de la Librairie du Congrès à Washington. En 1996, la British Library devrait quitter ses locaux actuels pour emménager avec ses dix millions de volumes dans un site nouveau, de conception ultra-moderne. De son côté, la Bibliothèque Nationale a bien entrepris d'informatiser son catalogue et d'ici la fin de l'année, un million de fiches pourront être consultées sur écran. Mais l'informatisation générale des bibliothèques françaises n'est pas assurée, et quand elle l'est, les différents systèmes ne communiquent pas toujours entre eux.

Si le réseau de lecture publique s'est amélioré ces dernières années, grâce à un accroissement sensible du nombre des bibliothèques centrales de prêt (77 en 1981, 96 aujourd'hui), les bibliothèques universitaires vivent dans la misère (cf. ci-contre). La B.N. étouffe dans ses murs de la rue de Richelieu, trop étroits depuis longtemps, pour les ouvrages comme pour les lecteurs.

Le projet de "TGB" annoncé par François Mitterrand arrive donc à point. Le rapport rédigé par Patrice Cahart, directeur des Monnaies et médailles et Michel Melot, directeur de la Bibliothèque publique d'information (BPI), à la demande du Président de la République et remis il y a peu au Premier ministre en définit les contours.

Ce projet ne résoudra pas d'un coup de baguette magique tous les problèmes auxquels sont confrontées les bibliothèques. Mais tout le monde s'accorde pour le considérer comme "une chance qui doit profiter à toutes les bibliothèques", selon les propos d'André Miquel et assurer, par un effet d'entraînement, leur développement.

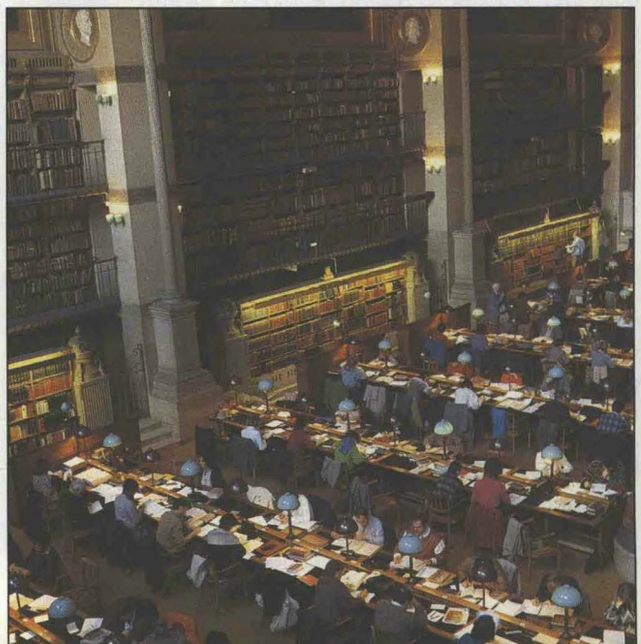
L'enjeu est plus important qu'il n'y paraît. La mémoire et la connaissance sont, pour un homme comme pour un pays, les fondements du progrès et de la sagesse. Les négliger, c'est accepter de régresser.

Jack Lang, ministre de la Culture et Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux Grands travaux en supervisent la mise en œuvre. C'est Dominique Jamet qui est chargé de la mission de préparation de l'établissement public à venir. Nous l'avons rencontré. Il expose les difficultés mais aussi la nécessité absolue de cet équipement, défini par lui comme "l'une des manifestations de la modernité de la France."

Gh.T.

"Je veux que soient entrepris la construction et l'aménagement de la plus grande et plus moderne bibliothèque du monde... Je veux une bibliothèque qui puisse prendre en compte toutes les données du savoir, dans toutes les disciplines et surtout qui puisse communiquer ce savoir à tous ceux qui cherchent, qui étudient, ou qui ont besoin d'apprendre, avec un appareil modernisé et informatisé. Quand ? dans quatre ou cinq ans. Où ? L'endroit reste à choisir."

François Mitterrand
14 juillet 1988



La Bibliothèque Nationale. Créée en 1386 (Charles V), ouverte au public en 1692, nationalisée en 1789. ▶

Le triste état des bibliothèques universitaires

Mise en garde d'André Miquel, ancien administrateur de la B.N., sur l'état des bibliothèques universitaires (une soixantaine) en France : "Si un effort n'est pas fait, nous serons, en 1993, les parents pauvres de l'Europe. Et pas seulement de l'Europe du Nord."
La comparaison avec nos voisins allemands (même nombre d'étudiants : 1 million) est éloquente. Dans ses bibliothèques, la RFA emploie 6.400 personnes contre 3.200 en France. Il y a 65 millions de volumes dans les bibliothèques allemandes et à peine 17 chez nous. Aucune bibliothèque n'est ouverte Outre-Rhin si elle n'a au moins 200.000 volumes. Aucune de celles ouvertes en France depuis vingt ans n'atteint ce seuil.
André Miquel demande la création de 1.500 postes et un crédit d'investissement de 240 millions de F par an sur dix ans. Il faut en outre réaliser le projet "Pancatalogue", qui reliera entre eux et avec celui de la B.N. les réseaux informatisés des collections universitaires.
Surtout, dit-t-il, il faut changer les mentalités. La bibliothèque, qui aujourd'hui est rejetée à l'extérieur de l'Université "doit en devenir le centre nerveux, pour accroître le goût du savoir et l'envie d'apprendre."

Il faut cinq ans et trois milliards au moins...



Ecrivain, journaliste, passionné de l'écrit, Dominique Jamet est chargé de coordonner la réflexion préalable à la construction de la bibliothèque de l'après Gutenberg.

Vendredi : La future Bibliothèque de France sera-t-elle vraiment la plus grande bibliothèque du monde ?

Dominique Jamet : Dans un premier temps non, sur le plan quantitatif au moins. La bibliothèque Lénine, à Moscou, ou la librairie du Congrès, à Washington, avec près de trente millions de volumes chacune, restent, sur ce plan, à l'heure actuelle, les plus grandes bibliothèques du monde (1). Mais elle pourrait le devenir si deux conditions sont remplies : il s'agit de créer une bibliothèque décentralisée, avec consultation à distance, accessible à tous, fondée sur un réseau de bibliothèques -françaises et européennes- reliées les unes aux autres par un système informatique sophistiqué et un fichier central. Il s'agit, par ailleurs, si les difficultés techniques sont surmontées et si le coût final le permet, de faire qu'elle ne soit pas seulement une bibliothèque de livres, mais qu'elle s'enrichisse des supports les plus récents de la culture, que sont les documents sonores, visuels et audiovisuels. Innover sur le plan technique et intellectuel, créer un type nouveau de rapports entre la bibliothèque et ses utilisateurs, tel est le pari.

Le Président de la République est très attaché à ce projet, qui en fait, est le sien...

Vous le savez, la Constitution de 1958 a conféré au Président de la République l'initiative des projets d'envergure qui s'inscrivent dans la durée. Celui qui nous occupe aujourd'hui fait partie d'une série ouverte avec Beaubourg, Orsay, la Villette, le Louvre. Ils ont permis à Paris de redevenir une ville qui bouge. De plus, la "TGB" -que je préfère appeler Bibliothèque de France- n'est pas contestée. Elle n'est ni un jouet, ni un rêve pharaonique, ni un luxe. Elle s'impose comme une nécessité, utile au prestige de la France. Elle représente l'une des manifestations de la modernité de la France.

Que sera-t-elle ?

Notre pays a pris un retard en ce qui concerne la conservation et l'accessibilité du savoir, aux étudiants et aux chercheurs notamment. Il est urgent de rendre de nouveau la totalité du savoir à la portée du public. A la Bibliothèque Nationale, ce sont les lecteurs qui doivent s'adapter à la place disponible. Les livres eux-mêmes s'y bousculent dans les rayons. Ce que l'on ne peut pas savoir encore précisément, en fonction de l'évolution des techniques, c'est si l'ambition de ce projet est de donner de l'air à la Bibliothèque Nationale ou si on pourra utiliser les ressources de l'informatique, comme l'a suggéré le Président de la République, et mettre sur pied un système sophistiqué de consultation rapide et à distance des ouvrages détenus dans les principales bibliothèques de France -universitaires, en particulier- et européennes. Cela nécessite la réalisation d'un catalogue général des bibliothèques, entièrement informatisé, utilisable partout en France, répertoriant l'ensemble des ouvrages existants, leur localisation et un résumé succint de leur contenu. Cette transmission rapide et à distance s'accompagne, bien sûr, de transpositions vers des supports qui la faciliteront, comme le microfilm ou le disque optique numérique, dont la généralisation est loin d'être réalisée. Cette bibliothèque de l'après-Gutenberg, impalpable mais réelle se heurte à des difficultés techniques (que permettra, dans quelques années, l'évolution technologique ?), juridiques (que faut-il garder, quels ouvrages transposer vers des supports modernes ?) et, bien sûr, financières.

A combien peut-on évaluer un tel projet ?

Trois milliards de francs, s'il s'agissait simplement de transférer le surplus de la Bibliothèque Nationale dans un autre bâtiment traditionnel. Par contre, il est encore impossible de chiffrer le coût de la modernité maximale. Ce que je pense, c'est que ce coût, forcément élevé, sera d'autant mieux accepté que le projet se développera dans la transparence. On peut imaginer que les collectivités locales prennent leur part dans ce financement. Dans la mesure où la Bibliothèque de France sera décentralisée comme je l'ai expliqué, on peut penser que vont se développer de façon plus "institutionnelle" des pôles locaux de culture, spécialisés dans tel ou tel type de littérature, à l'image d'Angoulême qui est devenue la Mecque de la BD. Cette spécialisation existe déjà : le département des périodiques de la BN est à Versailles. Le CNRS est en train d'implanter à Nancy l'Institut National de l'Information scientifique et technique...

Vous semblez passionné par ce projet ?

Comment ne le serais-je pas ? Il ne s'agit ni d'administrer une bibliothèque, ni de construire un bâtiment, mais de coordonner les besoins d'une bibliothèque et le talent d'un architecte. Il s'agit de concevoir un projet d'un type nouveau. Avec un œil neuf. Je ne suis pas seul dans cette aventure. Emmanuel Leroy-Ladurie, Jean Gattegno (les vice-présidents de l'association pour la Bibliothèque de France), et l'équipe que nous sommes en train de constituer (composée de gens "neufs" mais aussi de professionnels des bibliothèques, de l'informatique et des chantiers) m'accompagnent. Ce projet est populaire, je l'ai dit, dans l'opinion, et je le vois, chez les bibliothécaires. Le projet devrait entraîner la modernisation des bibliothèques françaises, être un lien entre elles et un fédérateur, puisque, à l'arrivée, la Bibliothèque Nationale et la Bibliothèque de France seront administrées par la même personne. Il devrait permettre une revalorisation du statut et de la profession de bibliothécaire. Enfin, il doit rendre sa noblesse à la lecture.

Où et quand, ce nouveau rendez-vous avec la culture, à travers le temps et l'espace ?

Quand : j'ai cinq à six ans. Où : il appartiendra au Président de la République de le déterminer dans les prochaines semaines.

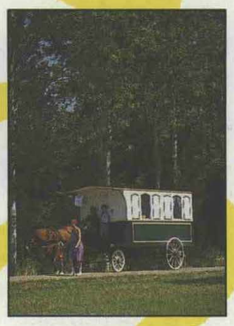
Propos recueillis par
Ghislaine Toutain

La Bibliothèque Nationale en chiffres

- 12 millions de livres
- 15 millions d'estampes et de photos
- 2 millions de partitions musicales
- 800.000 monnaies et médailles
- 1 million de documents sonores
- 650.000 cartes et plans
- 350.000 manuscrits
- 500.000 titres de périodiques

(1) Noter toutefois que la Bibliothèque Lénine compte pour un volume tout document à partir de trois pages. Et que la BN fixe la barre, elle, à cinquante et une pages.

Sur trois Français, un seul veinard



On a beau les appeler "petites", les vacances d'hiver déplacent beaucoup de monde. Mais embouteillages et radio-guidages sont trompeurs, la France entière ne s'offre pas des vacances en hiver et au printemps. Seulement le quart d'entre eux, et encore pas tous au même moment, alors que plus de la moitié d'entre eux prennent la clef des champs en été.

Qui sont-ils, ces 28,2% de veinards qui sont allés à la montagne l'an dernier ? Essentiellement... ceux qui étaient déjà partis l'été d'avant ! Les vacances d'hiver et de printemps sont des vacances de complément. Pour elles, on s'en va éventuellement moins longtemps en été - et encore pas toujours - mais, surtout, on en a les moyens financiers.

L'an dernier, sont partis seulement 8,4% des exploitants et salariés agricoles, 17% des ouvriers, 27,4% des employés, mais 47% des cadres moyens et plus de 65% des cadres supérieurs et des professions libérales. Les écarts sont encore plus forts si l'on considère le revenu. Entre 30.000 et 45.000F par an, on n'a qu'une chance sur dix de s'éclipser mais on en a six sur dix environ entre 180.000 et 300.000F, et huit sur dix avec plus de 300.000F.

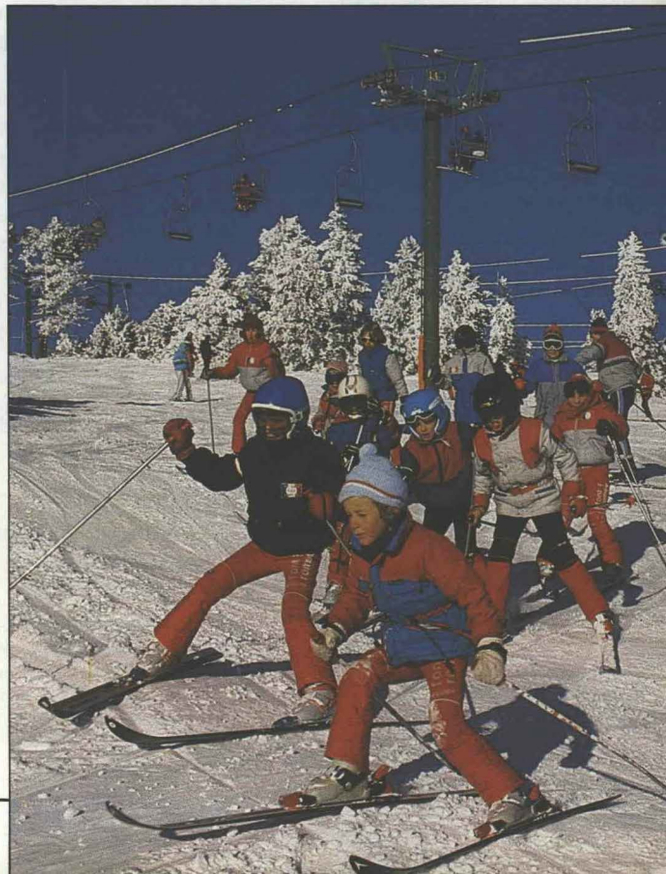
La catégorie socio-professionnelle n'est pas seule en cause, mais aussi l'endroit où l'on réside habituellement. Championne toutes catégories : Paris, ville aux salaires forts mais ville-repoussoir pour ses habitants, talonnée par la banlieue parisienne et les villes de plus de 100.000 habitants avec 42,5%. Les villes de 20.000 et plus se situent honnêtement dans la moyenne nationale avec 29% environ et les ruraux boudent carrément avec seulement 19%. *"Pourquoi voulez-vous que je m'en aille,* s'étonne Marc, technicien supérieur dans le Gard. *Au printemps, dès qu'il fait beau, je mange sous mon tilleul et je fais la sieste dans le jardin. La piscine chauffée est à cinq minutes à pied et la forêt à dix minutes en vélomoteur !"*

Pour Michelle, professeur dans une ville de la Drôme, l'argument ne tient pas : *"J'ai aussi un jardin et il est superbe mais pour moi, m'en aller, c'est une nécessité vitale. Je pars en été, en hiver, et même plusieurs fois en hiver. Toujours dans la même station des Alpes. Ca me permet de tenir le reste du temps. Là, je respire, je fais du ski, des ballades à pied, j'en reviens crevée mais cette fatigue-là est bonne, rien à voir avec l'usure de la classe".* Même son de cloche chez le cadre sup surmené comme Bernard, informaticien à Paris : *"Le stress toute l'année, d'accord. Alors pendant une semaine, je me défonce à la neige, ça me décrasse la cervelle".*

Pour partir lors des petites vacances, mieux vaut aussi... avoir moins de treize ans (31,7%) ou être parents d'enfants de cet âge. On part en famille, et bien souvent les enfants partent seuls. *"On ne dire jamais assez le casse-tête des petites vacances pour les parents qui travaillent tous les deux. Nous, on s'arrête une semaine en hiver, eux quatre fois deux semaines. Alors, qu'est-ce qu'on fait ?"* soupire Hélène dont le mari est ouvrier horloger. Son fils, quatre ans, est en ce moment sur les routes avec son oncle et sa cousine et la plupart de ses copains à l'école maternelle, dans le XIème arrondissement de Paris, vont faire de même; un va systématiquement chez ses grands-parents qui habitent une villa au bord d'une forêt proche ; une autre prendra le TGV toute seule à Pâques faire des gâteaux avec sa tante en Provence, un troisième s'envolera à ce moment-là pour la Martinique avec sa famille. Seuls, restent tout le temps à la maison, les enfants de travailleurs immigrés. Les parents des autres s'arrangent comme ils peuvent pour les faire partir au moins quelques jours.

Les vacances en troc

Car la débrouillardise compte autant que l'argent pour les départs. Mais on ne va pas dans les mêmes endroits. Pour aller à l'hôtel, mieux vaut avoir beaucoup de sous car les tarifs atteignent des records, tout le monde y al-



Dis-moi ton âge ...

Ce sont les jeunes qui partent le plus aux petites vacances. Mais pas n'importe lesquels : 31,7% pour les moins de treize ans, 31,6% pour les 25-29 ans, un peu plus de 32% pour les 30-49 ans.

Une surprise : les adolescents (13-19 ans) partent relativement peu (27,2%), moins que la moyenne nationale. Ils n'ont aucune envie, semble-t-il, de partir avec leurs parents par souci d'autonomie.

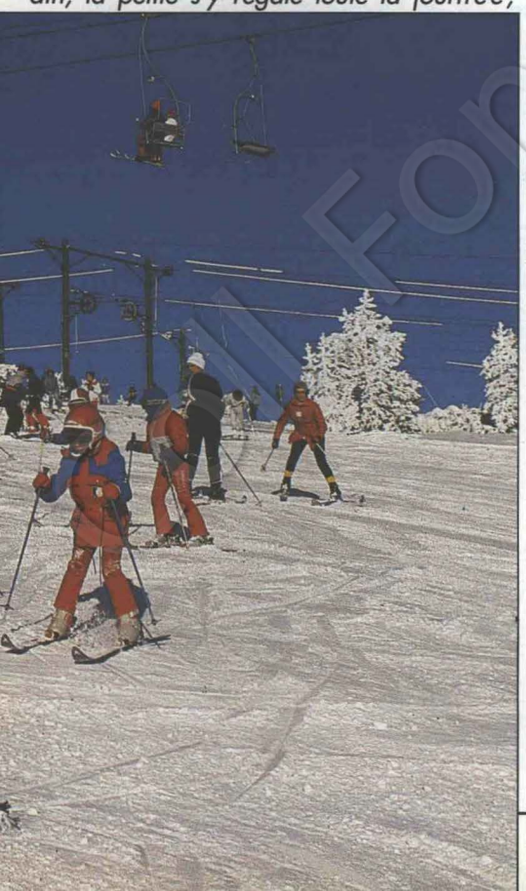
Les mêmes raisons jouent pour les 20-24 ans qui partent encore moins que leurs cadets, avec 27%. Interviennent surtout, à cet âge, l'installation dans la vie active et une indépendance financière récentes qui se conjuguent souvent avec une installation autonome loin du domicile familial et des salaires plus faibles que leurs aînés.

Un chèque de 30%

Un million de bénéficiaires, 262 millions de chiffre d'affaires en 1988, les chèques-vacances commencent à opérer une véritable percée. Grâce à eux, on se constitue un petit pécule, arrondi par une participation de la collectivité à laquelle on appartient. Il s'agit des employeurs dans 14,40% des cas, des comités d'entreprise (34,8%), des organismes sociaux ou des collectivités territoriales (5,06%), mais surtout à 45,50% de la fonction publique.
Ainsi, en 1987, l'organisme social qui gère le budget de la fonction publique a attribué des chèques-vacances aux fonctionnaires ayant payé cette année-là moins de 9.000F d'impôts sur le revenu de 1986, avec une prise en charge de 20% et un plan d'épargne d'au moins quatre mois.
Prenons l'exemple-type d'un couple avec un enfant de quatre ans habitant la région parisienne qui bénéficie de chèques-vacances payés à 30% par son comité d'entreprise. Pour une semaine en janvier 88 à la station de sports d'hiver des Contamines-Montjoie en Haute-Savoie, elle aurait payé hors nourriture 5.329F : grâce aux chèques-vacances et aux bonifications supplémentaires qui les accompagnent à la SNCF et dans la station, seulement 2.778F. Soit une économie de 2.551 francs.

lant au même moment lors des vacances scolaires : pas étonnant qu'en dix ans leur fréquentation ait chuté de 18 à 13,8%. La location - moins onéreuse - augmente au contraire (de 9 à 14%), alors que l'usage de résidences secondaires reste stable aux alentours de 12%. Inutile de rêver au camping, les températures n'incitent guère aux sommeils bucoliques encore que 3% des mordus y arrivent, mais plus probablement au printemps.

Le point de chute par excellence, pour ces vacances d'un type particulier, c'est la résidence principale ou secondaire de parents ou d'amis : elles accueillent plus de la moitié des voyageurs. Monique, cadre à Paris, va tous les ans réveillonner en Provence. *"Nous allons chez une de mes soeurs, elles ont toutes les deux des maisons avec jardin, la petite s'y régale toute la journée, d'autant plus qu'elle est entourée de tout son monde, car les grands-parents rappliquent eux aussi. A Pâques, rebelote, chez une autre. Tout le monde s'y retrouve, y compris financièrement, car nous partageons les frais : en fait, ils sont minimes. Le gros de la dépense, c'est le train mais il n'est pas trop cher et mieux vaut ça que de voir la gamine tourner en rond entre quatre murs, elle devient enragée et moi aussi. En été, nous partons seuls. Cette année, nous laisserons notre appartement; tout le monde viendra chez nous pour les fêtes du bicentenaire. A charge de revanche".*



C'est aussi grâce à cet échange de bons procédés qu'Annie, serveuse de restaurant avec son mari et souvent au chômage, peut quand même aller quelques jours dans sa Normandie natale. *"On y va assez souvent, on prend la voiture et hop, en route"*. Elle y laisse volontiers son fils, tandis que ses frères, ouvriers, débarquent aussi souvent dans son HLM aux portes de Paris. Incontestablement, la généralisation de la cinquième semaine de congés payés a eu un rôle amplificateur sur les départs d'hiver et de printemps : 24,6% en 81/82, 26,2% en 83/84, 27% en 85/86, plus de 28% aujourd'hui. Mais le laminage du pouvoir d'achat a bien vite freiné les velléités des plus modestes. Depuis trois ans, si les cadres supérieurs et les patrons partent davantage, c'est l'inverse pour les employés tandis que les ouvriers se déplacent aussi peu qu'avant. Pour beaucoup, la cinquième semaine se passe à domicile.

Ceux qui ont de l'argent et ceux qui n'en ont pas

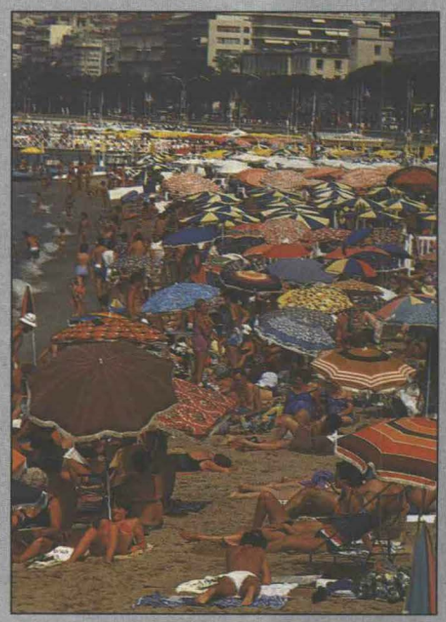
Et les aides aux vacances pour les plus modestes ? Peuvent bénéficier cette année des chèques-vacances (créés par l'ordonnance du 26 mars 1982 sous Pierre Mauroy) ceux qui paient moins de 9.240F d'impôts, c'est à dire un célibataire gagnant jusqu'à 7.100F par mois ou les couples avec un ou deux enfants gagnant au maximum 11 à 12.000F mensuels. Encore faut-il faire partie d'une structure adhérente. Le principe est simple : le bénéficiaire achète pendant plusieurs mois des coupons dont une proportion variable est payée par son employeur, le comité d'entreprise, le bureau d'aide sociale de sa mairie, etc. L'an dernier, un mil-

(...suite page 10)

Carte postale

Chère mamie,

Ici, c'est génial pour les enfants comme pour les parents. Nous, on peut jouer partout, on a des tas de copains, des sports organisés rien que pour nous, des cours de plongée sous-marine, de volley-ball, des virées en bateau à voile. Maman peut rester au lit le matin, je lui apporte ses croissants et on prend le petit déjeuner sur la terrasse. Elle a des amies à la piscine et parle aussi beaucoup avec Michaël, celui qu'on appelle le chef de village. Papa est parti pour la journée en mer sur le trois-mâts qui appartient à tout le monde et hier il a gagné le tournoi de tennis avec le voisin. L'autre soir, avec mes copains, on a dîné tous ensemble avant le spectacle. L'appartement est grand et on voit les collines de mon lit. Franchement on est bien chez Monsieur Lagrange.
On t'embrasse, Julie





◀ *Partir, c'est planer un peu*

(...suite de la page 9)

lion de personnes en ont profité. Les bons-vacances des caisses d'Allocations familiales sont encore plus répandus : 850.000 familles, 1,7 millions d'enfants ont pu partir grâce à eux.

Mais, preuve s'il en est que les vacances d'hiver sont encore considérées comme un luxe même par leurs bénéficiaires : bien rares sont ceux qui s'en servent pour partir maintenant, 6% seulement de bons-vacances des CAF (50.000 familles quand même). Pour les chèques-vacances, on observe aussi une petite poussée lors des vacances scolaires, mais la très grosse majorité est dépensée en juillet et surtout en août. L'aide aux vacances, pour tous les autres, est réservée à la période estivale. Loin de partir en hiver, ils pensent à l'été, préparent leurs dossiers pour les allocations familiales ou économisent en vue de se constituer un pécule avec les chèques vacances.

L'hiver : un luxe

Où vont ceux qui sautent le pas ? Pas tellement aux sports d'hiver, contrairement à ce que l'on croit. N'y vont que les privilégiés d'entre les privilégiés, moins de 9% des Français, mais 13% des patrons, 17% des cadres moyens, 30% des cadres supérieurs et des professions libérales et 42% de ceux qui gagnent au moins 300.000F par an.

Pour attirer ceux-là, les stations sont prêtes à tout, surtout lorsque, comme aujourd'hui, la neige se fait désespérément rare : canons à neige, transport de poudreuse par camions et même hélicoptères. Elles ont raison, si l'on en croit Danièle qui travaille dans une administration à Paris : *"Je partirai en mars, mais pas question s'il n'y a pas de neige, je n'ai pas envie de poireauter en bas des pistes"*. Cette clientèle-là, à haut pouvoir d'achat, aime bien en avoir pour son argent : sinon, elle décroche et part au dernier moment se bronzer aux Bahamas ou ailleurs. Et ce n'est pas la perspective des veillées devant la cheminée ou de soirées culturelles ou folkloriques organisées à grands frais par les municipalités qui la feront changer d'avis : elles constituent un "plus" à la neige, pas un substitut.

Mais attention aux statistiques. La neige attire beaucoup plus que les 9% de Français qui partent aux sports d'hiver en logeant dans les hôtels ou les chalets. Les habitants des Alpes ou des montagnes en général n'ont pas besoin de loger sur place, ni ceux des régions avoisinantes : pour chausser des skis, il leur suffit de prendre leur voiture et de faire l'aller-retour dans la journée ou dans la nuit.

A l'inverse, il est difficile, il est difficile de prendre les 60-64 ans pour des champions olympiques acharnés. Ce sont pourtant eux qui y restent le plus longtemps, et de loin : vingt jours, alors que les autres, toutes catégories confondues, n'y restent que neuf. Le troisième âge y va hors saison, quand les prix sont plus accessibles, éventuellement pour skier un peu, mais surtout pour profiter de l'air pur et faire des promenades à pied.

C'est cette double utilisation, montagnarde et campagnarde qui fait le succès des Alpes - le quart des vacanciers hors été s'y rendent - et de la montagne en général, avec 40% des séjours : la côte méditerranéenne vient loin derrière avec 11%, plus attirante que le littoral atlantique, 7%. la hiérarchie hivernale est bien différente de celle de l'été.

Comme quoi, les super-privilégiés des vacances d'hiver ne partent pas seulement deux fois. Ils partent aussi ailleurs.

Monique Grima



10% de skieurs en plus en 15 ans

Il y a quinze ans, pour les petites vacances de 1974/1975, 17% des Français seulement étaient partis. Ils étaient déjà 22,1% il y a dix ans et 28,2% l'an dernier. Mais pour l'hiver 84/85 quand ont commencé à se faire sentir dans toute leur rigueur les effets de la politique d'austérité, les départs ont chuté à 24,9%.

La fréquentation des sports d'hiver a doublé en quinze ans : 4,3% en 74/75, 7,1% en 78/79, 8,8% l'an dernier. Mais elle est en dents de scie depuis 83/84. 10% cette année-là, 8,8% comme aujourd'hui l'année suivante pour remonter légèrement à 9,6% en 85/86 et rester étale à 8,8% depuis.

La durée moyenne des séjours est restée remarquablement étale en quinze ans, de l'ordre de deux semaines. En revanche, celle des sports d'hiver a diminué de 12,7% à 9,1.

australie

AVENIR

Il y a enfin un mot que tous les Européens peuvent comprendre.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

AVENIR AVENIR AVENIR

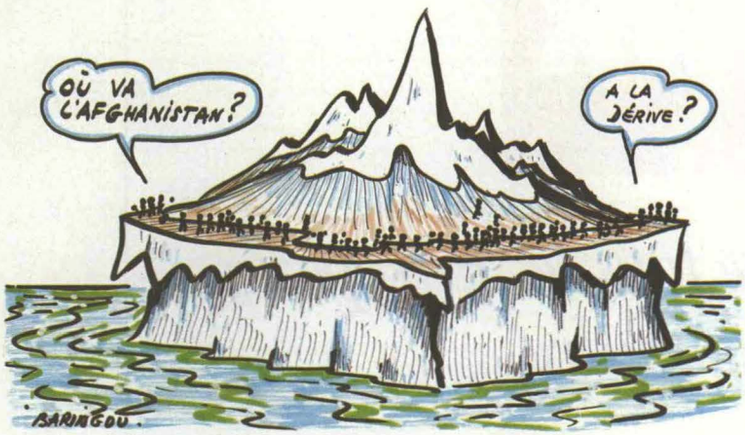
LE PREMIER AFFICHEUR EUROPÉEN.

AVENIR - 50, rue de Châteaudun - 75009 Paris - Tél. 40 23 22 00

L'AFGHANISTAN : QUEL AVENIR ?

L'échec du pouvoir communiste

Après dix années d'occupation, les Soviétiques sortent du bourbier afghan au prix d'une défaite militaire et d'un retrait humiliant.



Aujourd'hui, le Kremlin s'efforce de transformer cette défaite en acte diplomatique positif. Mais Moscou a échoué à assurer un avenir politique au PDPA, le parti communiste afghan. Les négociations politiques avec la résistance achoppent en effet sur la place qui lui sera réservée dans le nouveau gouvernement.

Le PDPA, au pouvoir depuis le coup d'Etat de1978, n'a jamais eu un soutien populaire, malgré l'annulation des dettes des paysans, la limitation de la propriété des terres à 6 ha et l'abaissement à un niveau symbolique du prix de la dot. Ce régime autoritaire, sans légitimité, a utilisé la force et la coercition, jusqu'à ce qu'il appelle l'Armée rouge pour se maintenir. Du coup, les progressistes et laïques reculent dans la société afghane et l'émergence d'un parti démocratique est compromise.

Une résistance divisée

La résistance est née du rejet de ce régime policier et de la nécessité de se défendre contre les arrestations et les violences. La résistance, unie pour chasser les Soviétiques, renverser le régime honni de Kaboul et opérer un retour aux valeurs traditionnelles de l'Islam est cependant divisée entre courant "fondamentaliste", partisan d'une application de la loi islamique (la charia) et un courant modéré, plus proche des élites traditionnelles.

Pour l'instant, les fondamentalistes sunnites semblent avoir réussi à imposer aux autres partis la réunion d'une assemblée consultative religieuse (Choura) de 539 membres qui exclut les "ennemis de l'Islam" et restreint les possibilités de compromis.

Cette division est accentuée par le double jeu du pays immédiatement voisin : le Pakistan. Mme Benazir Buttho, favorise une solution diplomatique et une négociation entre Kaboul et les différents courants de la résistance. Mais ses services secrets et l'armée encouragent une solution militaire. En fait, on hésite encore à Islamabad, entre la stratégie de la constitution d'un Etat islamique vassal en Afghanistan et celle d'un Etat ami, mais indépendant, ce qui limiterait les tensions avec Moscou.

Y aura-t-il affrontement armé avec les quelque 20 ou 30.000 membres du PDPA retranchés à Kaboul, ou leur offrira-t-on un compromis ? Les Afghans ont une solide tradition guerrière mais aussi une réelle tradition de négociations. La guerre civile n'est donc pas inéluctable. Si la résistance réussit son unité, la transition gouvernementale et la reconstruction économique seront mieux engagées. C'est la condition essentielle pour que l'Afghanistan puisse s'affranchir des influences étrangères.

Après celle de l'unité des Afghans, la seconde question fondamentale reste celle du "gouverner pour quoi faire" ? Reconstruire l'Etat afghan sera la première tâche du nouveau gouvernement. Traditionnellement faible et structuré autour de quelques grandes tribus pasthous, le nouvel Etat devra tenir compte des évolutions de la société au cours de ces dernières années. Les minorités souhaiteront occuper la place qui leur revient à la mesure de leur participation au mouvement de résistance.

Les hommes nouveaux issus de la résistance sauront-ils gagner soutien populaire et crédibilité internationale en fondant leur légitimité sur des élections et en assurant les libertés individuelles et collectives sans lesquelles il n'est pas d'Etat de droit ? Enfin le redressement économique, l'objectif d'une autosuffisance alimentaire à moyen terme, la mise en exploitation des ressources gazières et minières sont la condition de l'indépendance du pays dans le cadre d'un non-alignement véritable.

La France et l'Afghanistan

La réduction des tensions Est-Ouest depuis le retrait américain d'Iran et celui des Soviétiques de Kaboul permettront à l'Afghanistan de ne plus être un enjeu entre les grandes puissances (jadis, Russie et Angleterre, ensuite URSS et USA). La fin du conflit Irak-Iran et l'accession d'un pouvoir démocratique au Pakistan vont également dans le sens d'une détente. Dans ce contexte, la France qui a soutenu le combat des Afghans, ne peut se désintéresser du nouveau départ de l'Afghanistan.

Certes, l'économie afghane, compte tenu de la géographie, restera liée à celle de ses voisins. Mais des traditions culturelles, dont la présence à Kaboul d'un lycée français témoigne et la coopération active d'organisations non gouvernementales peuvent autoriser la France à proposer son aide dans des domaines comme la médecine, l'enseignement ou la formation des cadres.

Les visites récentes de Roland Dumas à Téhéran et François Mitterrand en Inde témoignent de l'importance de cette région d'Asie pour notre pays. Pendant le deuxième semestre, le Président de la République a prévu de se rendre au Pakistan.

Hervé Barré

Le prix du $CH_3 - N = C = O$

Bhopal, une de ces catastrophes qui secouent le monde entier et dont on ne sait jamais comment elles se concluent.
On se souvient : le 3 décembre 1984 en Inde, un nuage d'isocyanate de méthyle ($CH_3 - N = C = O$) se répand sur la ville de Bhopal. Bilan : 3.500 morts, 100.000 blessés.
La longue procédure d'indemnisation des victimes vient d'aboutir et la multinationale américaine Union Carbide a accepté de payer avant le 31 mars près de 3 milliards de francs aux victimes. La Cour Suprême indienne a fixé un barème. Un mort :100.000 F., un handicapé à vie : 50.000 F.
500 handicapés permanents sont toujours en traitement.

1789-1989

De l'An I à l'An XIV



Pour les hommes de la Révolution, le calendrier républicain a marqué le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Il s'est agi, au nom de la raison, de "regénérer" la France en la dépouillant du manteau chrétien que constituait pour elle le calendrier grégorien.

Son histoire commence avant 1789

L'idée était dans l'air depuis un certain temps. Ainsi, en 1788, le calendrier antichrétien de Sylvain Maréchal, avait été condamné au feu par le Parlement de Paris.

Dès son installation, la Convention confie à son comité de savants, le soin d'établir un calendrier complètement nouveau. Dans ce comité: Monge, Lakanal, Fabre d'Eglantine, Marie-Joseph Chénier; les scientifiques apportent le système décimal et leurs connaissances astronomiques, les hommes politiques, le caractère antichrétien.

Germinal, Floréal...

Dans ce nouveau calendrier, l'année commence à l'équinoxe d'automne correspondant à la proclamation de la République, le 22 septembre 1792. Elle est divisée en douze mois de trente jours avec cinq jours supplémentaires (six pour les années bissextiles). Les mois se décomposent en trois décades. Les jours primidi, duodi... décadi portent des noms de plantes, d'animaux domestiques et d'outils, charrue, chevreuil, rossignol... au lieu des noms des saints. Fabre d'Eglantine invente le nom des mois en mettant "à profit l'harmonie de la langue"... Sonorités graves, mais moyennes pour l'automne (vendémiaire, brumaire, frimaire), lourdes et longues pour l'hiver (nivôse, pluviôse, ventôse), gaies et brèves pour le printemps (germinal, floréal, prairial), sonores et larges pour l'été (messidor, thermidor, fructidor). Ce calendrier, en fait, cherche à effacer "la religion", en abolissant "par décret" le dimanche, les saints, les fêtes chrétiennes. Y-est-il parvenu ?

De profondes résistances

Le repos dominical est supprimé et le décadi doit être chômé. Tous les jours des foires sont changés. Quel coup sérieux porté à des coutumes ancestrales ! Aussi, suscite-t-il dès le début de profondes résistances. Les ouvriers protestent : ils n'ont plus que 41 jours de repos au lieu de 52. Les paysans refusent de modifier les comportements économiques séculaires : foires, marchés. Malgré les milliers de prénoms inspirés par le temps républicain, Floréal, Jasmin... 80% des prénoms de l'an II renvoient toujours aux saints. Plus tard, le Directoire imposa le respect absolu du décadi. De lourdes amendes, voire la prison, sanctionnent ceux qui célèbrent le dimanche. En vain !

Les résistances, "la renaissance religieuse" condamnent à terme le calendrier. Le repos du dimanche est rétabli après le concordat. Enfin, le calendrier républicain est aboli sous l'Empire le 11 nivôse an XIV (1er janvier 1806) au bout de 12 ans, 2 mois et 27 jours. Il a duré trop peu pour bouleverser les mentalités et réaliser "la maîtrise du temps". Mais les mois de germinal, floréal hantent encore notre mémoire collective.

Georges Ferré

DÉBAT PERMANENT

Sus à l'unanimisme ! Si chacun reconnaît que les socialistes -militants ou sympathisants- ne constituent pas une entité monolithique, on peut penser que certaines idées recueillent une approbation quasi-générale. Un a priori erroné. Votre courrier prouve que sur tous les sujets, la contestation, donc la contradiction, existent. Cela promet une longue vie à la présente rubrique.

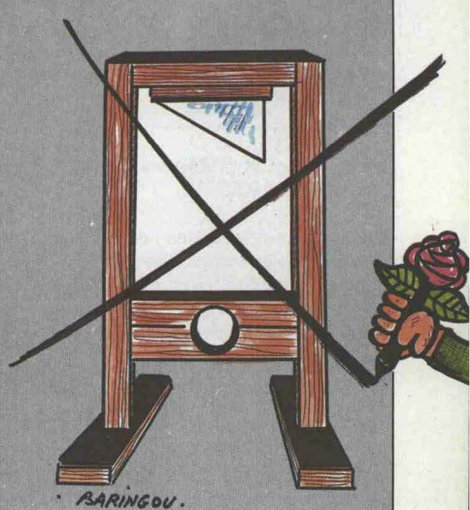
Consensuelle, la commémoration de la Révolution Française ? Sans doute. Pourtant, les auteurs des deux lettres suivantes nous prient d'introduire quelques nuances dans notre vision de cet événement.

Colette Brouard - Saint-Mathurin- (49) :
"Pourquoi dans les remous du bicentenaire nous faudrait-il laisser à la droite et à l'extrême-droite le soin de s'indigner du génocide vendéen de 1794 ?... Je sais que le mot "génocide" n'a pas bonne presse, mais comment appeler alors l'impitoyable répression ordonnée par la Convention alors que l'armée vendéenne venait de se faire tailler en pièces par Kléber et Wasterman et ne présentait plus de danger réel pour la République... Si l'Ouest mit tant d'années à se rallier, d'abord à la République puis à la gauche, ce fut en grande partie parce que la République avait tout mis en œuvre pour se faire haïr : le souvenir des massacres de 1794 est toujours vivace dans notre mémoire collective."

Yves Guezengar - Pavilly - (76) :
"La Révolution française n'est pas l'Immaculée Conception. On ne peut que reconnaître ses apport s majeurs à l'histoire mais faut-il pour autant nier le reste ? La Révolution c'est aussi les noyades de Nantes, les massacres de Lyon, l'intolérance et les persécutions re - ligieuses; la Révolution, c'est la destruction d'églises, le pillage au profit de la bourgeoisie des biens nationaux, le refus d'accepter les réalités sociales et culturelles de nombreuses populations. La Révolution était porteuse des idées les plus généreuses et des violences les pires, elle est source des idéologies les meilleures (le socialisme ?), mais aussi les plus contestables (le fascisme). N'apprécions pas l'une sans ignorer l'autre... le mépris détestable que l'on fait sur la contre-révolution me navre. Faudra-t-il longtemps considérer les paysans vendéens ou chouans comme des abrutis incultes et grossiers, manipulés par la racaille cabotine et noble ? Si la Révolution est une et indivisible, elle est exécrable... ou admirable. Si elle n'est qu'un phénomène historique, riche en ambiguïtés et en contradictions, elle devient une part de notre patrimoine, une lumière ouverte sur notre passé, notre présent et notre avenir."

Bardés de nos 36.000 communes, nous avançons un peu honteux et inquiets vers l'Europe de 1993.

Michel Sanrona - Pavie - (32) revendique lui, haut et fort, cette multitude :
"A gauche comme à droite, au centre comme ailleurs, les analystes sont unanimes : la France avec ses 36.500 communes aborde 1993 avec un handicap face au reste de l'Europe. Etonnante harmonie des discours sur un sujet essentiellement politique. L'embryon de pouvoir autonome des collectivités locales irrite le jacobinisme latent de toute la classe politique... Même sur le terrain économique, il faut se méfier des évidences. Ainsi le regroupement des collectivités réduirait les coûts d'exploitation : Faux ! Il suffit d'examiner les budgets communaux pour constater que la charge de fonctionnement par habitant et corrélativement la pression fiscale, croissent avec la taille des communes... Aucun argument entendu à ce jour ne justifie les conclusions des unanimistes. Néanmoins, à la laisser imprégner les esprits, les petites communes, lieu de démocratie quasi-directe, disparaîtront par phagocytose, au mieux dans l'indifférence générale, au pire à la satisfaction affichée du pouvoir technocratique."
Continuez à nous surprendre, la différence est source d'enrichissement !



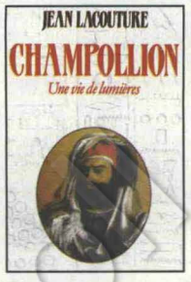
Les dents du maire

Petit Chaperon rose s'étant embarqué sur le *"Fluctuat nec mergitur"* fut tout à coup abordé par un grand escogriffe qui se prenait pour le propriétaire de l'esquif : *"qui te rend si hardi pour venir troubler mes suffrages...?"*
Petit Chaperon rose lui répondit, sans s'émouvoir : *"Oh, Grand Maire, comme vous avez de grands yeux !*
- C'est pour mieux regarder la capitale.
- Oh, Grand Maire, que vous avez de grandes mains !
- C'est pour mieux serrer les paluches.
- Oh, oh, Grand Maire, que vous avez de grandes dents !
- C'est pour mieux déchiqueter les bulletins..."
Sur ces mots, Grand Maire se précipita sur les urnes et se cassa deux ou trois arrondissements.

C.-E.G.

Jean Lacouture : "Champollion, une vie de lumière"

L'art du biographe n'est pas seulement dans sa narration. Il l'est au moins autant dans le choix de son modèle. La chance du lecteur est de cette rencontre entre Jean Lacouture et Champollion. On dira qu'elle était inévitable; Lacouture connait trop l'Egypte depuis trop longtemps, il aime trop pénétrer dans les méandres de la psychologie de ses héros. N'empêche. Le résultat est au-dessus des espérances. Il y a l'Egypte, l'époque (l'Empire et la Restauration), les hiéroglyphes, la pierre de Rosette, les rivaux, le travail colossal, la découverte et la mort, beaucoup trop tôt venue. Il y a l'aventure oedipienne, le destin unique de Jean-François Champollion, un pur savant.
Grasset, 529 p., 135 F.



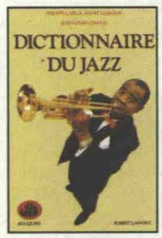
Michel Foucault : "Résumé des cours. 1970-1982"

Ce petit livre nous donne l'occasion d'une bien surprenante rencontre, et inédite, avec Michel Foucault. Voici, tels que Foucault les a rédigés lui-même, le résumé des cours qu'il a donnés au Collège de France. Il était titulaire de la chaire d'"histoire des systèmes de pensée". Et c'est exactement une fulgurance que de lire -ramassée en une dizaine de pages à chaque fois, parfois moins- Michel Foucault sur "La volonté de savoir", "La société primitive", "Le pouvoir psychiatrique", "Les anormaux" ou, la dernière année, "Le courage de la vérité".
Julliard, 182 p., 75 F.



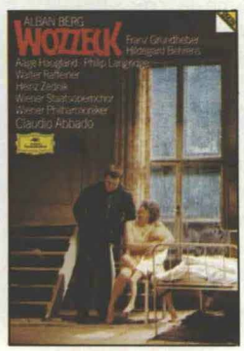
Philippe Carles, André Clergeat, Jean-Louis Comoli : "Dictionnaire du jazz"

On dira bientôt le CCC pour parler de ce dictionnaire. Il est le plus récent. Le plus exhaustif (instrumentistes de A à Z, mais aussi, formes, instruments, styles, répertoires). Et surtout le plus clair : les initiés y trouveront les références qu'ils cherchent et les non spécialistes ne seront pas rebutés par le langage de chapelle trop souvent de rigueur. Un "Bouquin" qui vient à son heure : le jazz a cent ans.
Laffont-Bouquins, 1176 p., 120 F.

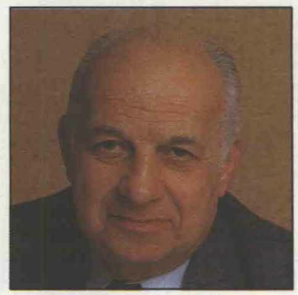


Wozzeck

On a souvent comparé "Wozzeck" à "Pelléas et Mélisande". Tout comme le chef d'œuvre de Debussy, celui d'Alban Berg est un opéra unique en son genre, que l'on ne cesse de découvrir plus avant à chaque écoute. Sa marque est l'efficacité théâtrale et c'est à bon escient que Claudio Abbado a choisi de jouer sur la puissance dramatique et l'intensité. L'Orchestre philharmonique de Vienne est électrisé par son chef : le mariage promet... Très bonne distribution (H. Behrens, F. Grundheber...).
Deutsche Gramophon, 2CD, 423587, env.250 francs, 1h 28'50"



BLOC-NOTES
Claude Estier



7 février
Dîner dans les salons de la présidence du Sénat où Alain Poher reçoit la nouvelle présidente du Bundestag, Rita Süssmuth. Celle-ci me raconte comment elle a été amenée à quitter le gouvernement du chancelier Kohl où elle était ministre de la Famille pour remplacer l'ancien président de l'Assemblée de Bonn qui avait fait scandale en paraissant évoquer avec complaisance l'époque nazie. Madame Süssmuth a fait des études en France; elle parle parfaitement le français et il est visible qu'elle aime notre pays. En l'écoutant, je me dis que les députés allemands, après les Italiens, ont su choisir une femme pour présider à leurs travaux. Nous en sommes, quant à nous, encore loin !

9 février
Etonnant spectacle que celui des CRS bousculant et repoussant les gardiens en colère devant les portes des prisons. L'affrontement entre les forces de police et ceux que Gilbert Bonnemaison, dans son rapport, voudrait baptiser "agents de justice" (ce qui sonne quand même mieux que "matons") n'est pas dans l'ordre des choses. Il n'est pas non plus dans la logique : les gardiens de prison ont leurs problèmes, mais pourquoi se sont-ils enflammés à ce point alors que le Garde des Sceaux Pierre Arpaillange répète depuis le premier jour que les propositions Bonnemaison ne sont que des propositions, qu'elles n'engagent pas telles quelles le gouvernement, que chacune d'entre elles peut être discutée. Faut-il croire que le syndicat FO qui mène la danse ne s'intéresse qu'à la retraite à cinquante ans ? La centrale syndicale à laquelle il appartient nous avait pourtant appris jusqu'ici que les revendications excessives ne font pas avancer les choses.

10 février
En désignant Jean Maheu pour présider aux destinées de Radio France, le nouveau Conseil Supérieur de l'Audiovisuel a provoqué une surprise et marqué un point. Contrairement à la CNCL qui, en 1986, s'était immédiatement déconsidérée en désignant, en quelques minutes, quatre PDG membres ou proches du RPR, le CSA a pris soin de choisir un homme au-dessus de tout soupçon partisan. Du coup, la droite, qui attendait au tournant, reste muette comme si elle reconnaissait elle-même qu'il y a quelque chose de changé depuis la loi Léotard.

12 février
Cette heure quarante-cinq de François Mitterrand face à Anne Sinclair comptera pour plusieurs mois. On attendait le président. Il fallait qu'il parle. Il l'a fait sans rien éluder en particulier sur ces "affaires" qui empoisonnent le climat politique depuis des semaines mais dont les sondages indiquent qu'elles intéressent les Français moins que ne le croit la presse. Tout est dit maintenant. Sur l'argent "balladeur" gagné facilement. A la justice de se prononcer avec, s'il y a lieu, toute la sévérité nécessaire. Ce n'est pas le chef de l'Etat qui y fera obstacle, quels que soient les éventuels coupables.
Pour ce qui est de la politique proprement dite, la plupart des commentateurs parlent de "recentrage à gauche" (curieuse expression) en oubliant qu'ils avaient déjà dit la même chose le 1er janvier, après le message de vœux du Nouvel An. François Mitterrand rappelle qu'il est socialiste, qu'il reste fidèle à l'union des forces populaires, il rejette tout accord avec les centristes. Belle surprise en vérité ! Je m'amuse de voir les UDF Madelin et Lamassoure crier aussitôt que c'est la fin de l'ouverture, eux qui n'en ont précisément jamais voulu ! En quelques phrases, le Président de la République a redonné du relief aux valeurs de la gauche, ce qui lui vaut l'accusation d'"archaïsme" de la part des "modernistes" du "Figaro". Ne se sentant ni Dieu ni monarque, mais se voulant souvent arbitre, il a souligné qu'il est aussi le guide qui fixe les grandes directions. C'est bien pour cela que les socialistes, mais aussi la majorité des Français lui font confiance.

"Planète Terre"

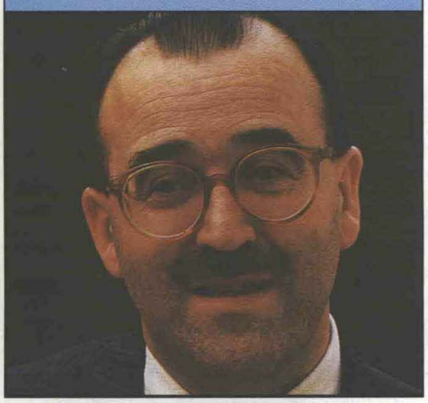
Air, terre, eau, la planète est gravement menacée dans ses trois éléments constitutifs. Les problèmes d'environnement ne datent pas d'hier. Pourtant, c'est la persistance au-dessus de nos têtes d'un anticyclone qui met en évidence nos comportements irresponsables. Jean-Marie Cavada présente des reportages illustrant les cas de pollution les plus graves (destruction de la forêt amazonienne, déchets des entreprises chimiques...). Sur le plateau, de nombreux invités débattent de ces questions vitales : Brice Lalonde, Simone Veil, Rémy Chauvin, et sous réserves, le Commandant Cousteau et Jane Fonda.
"La Marche du siècle"
Antenne 2, 20 février, 20 h 35



Umberto d'Italie

Dans "Etoiles", Frédéric Mitterrand ne raconte pas l'Histoire, il s'enflamme pour la vie d'hommes hors du commun qui ont marqué l'Histoire. Voix "off" sur documents d'actualité et entretiens avec des témoins. Prochain héros : Umberto, roi d'Italie, qui dut quitter son pays pour l'exil le 6 juin 1946, et tenta de reconquérir le prestige de sa famille. Cinquante années de l'histoire italienne à travers la vie d'un témoin qui emporta tant de secrets dans sa tombe.
Antenne 2, 19 février, 22 h

L'INVITÉ



Bernard Poignant

Comme chaque semaine, "Vendredi" a un invité. A tâche pour lui de traiter en 30 lignes d'un sujet d'actualité sur les trois qui lui sont proposés.

Cette semaine :

1. A la manière d'Hitchcock, de Granier-Deferre ou de Cayatte, quel fait divers choisiriez-vous de mettre en scène et pourquoi ?

2. Il manque un personnage au "Bébête-show", lequel et pourquoi ?

3. A la façon Queneau, dans ses "Exercice de style", proposez trois tons différents pour la citation suivante de Tocqueville : "Le monde qui s'élève est encore à moitié engagé sous les débris du monde qui tombe. Au milieu de l'immense confusion que présentent les affaires humaines, nul ne saurait dire ce qui restera debout des vieilles institutions et des anciennes mœurs et ce qui achèvera d'en disparaître".

Bernard Poignant, tête de liste à Quimper, a (presque) choisi le deuxième sujet.

Le Bébête show, ça commence à dater ! Lui substituer les "Chaussettes show" ferait plus in... La chaussette est la mascotte du cru municipal 1989.
Elle est parfois unie après le raccord de janvier, le mois du blanc et des soldes.
Elle est aussi rayée et sauvagement primaire pour ceux qui n'ont pas envie de tricoter avec n'importe qui et de faire une liste à l'endroit, une liste à l'envers.
Elle peut être présentée trouée par ceux qui attendent que tous les fils rejoignent le même pied.
Elle sera par quelques-uns raccommodée entre deux petits tours de piste.
Elle est même complètement dépareillée à la mode bouillabaisse. Chacun des mollets qu'elle recouvre court alors sa chance.
Dame chaussette, dis-moi sur quel pied tu danses, je te dirai à qui tu es...
Mais donne-nous, les 12 et 19 mars prochain, le bas de l'urne le mieux garni possible !

La semaine prochaine

Catherine Mabrud-Lissonde, tête de liste à Moulins (Allier)

Vendredi
L'hebdomadaire des socialistes

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.78.48
Télex : 200 174 F - Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la Publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en Chef : Lyne Cohen-Solal
Comité de Rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligman.

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétariat : Taoufik Khatib

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration :
Directeur : Jacques Goubin,
Sylvie Foulon, Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias - Paris

Maquette : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Chopin - Massy

N° Commission Paritaire en cours

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Couv : Rapho, Vieil - Gamma, Gilbert Uzan; p.4 : Sipa-Press, Chesnot/Goyhenex; p.5 : Sipa-Press, Benguigui; p.6 : Sipa-Press, Cinello; p.8 : Rapho, Gazuit - Hervé Donnezan; p.10 : Rapho, Michel Baret - Sipa-Press, Sunstar.

Ce numéro a été tiré à 262.000 exemplaires

Abonnement un an : 200F

L'avion du PS pour l'Arménie

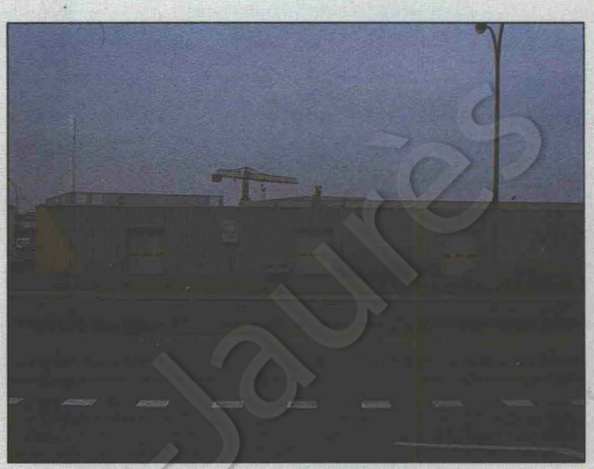
Mardi soir, le total de la souscription s'élevait à plus de 750.000 F. Souvenons-nous : il faudra un million. Et le décollage est fixé au 24 février. Un dernier effort. Merci pour les sinistrés arméniens.

Adressez vos virements à : BCCM - 12, Place de la Bourse, 75002 Paris, compte n° 02231082051 (en mentionnant "Solidarité-Arménie") ou à Henri Emmanuelli, "Solidarité-Arménie" - 10, rue de Solferino, 75007 Paris

Pour la Réunion

Nos compatriotes de l'Ile de la Réunion ont besoin de notre aide. Après le cyclone Firinga, la moitié des familles restent privées d'eau et d'électricité. Adressez vos dons personnels ou de collectivité avec la mention "aide aux sinistrés de Firinga", à la Fédération du PS réunionnais. A l'ordre du CECP-Aide aux sinistrés, 85, rue d'Après, 97400 Saint-Denis

En direct des villes



Plaisir :
de l'oxygène et des emplois

A Plaisir (Yvelines), solidarité et développement économique marchent de pair. L'exemple d'une gestion de gauche moderne.

Lier économie et solidarité : telle est un peu la devise de Plaisir. Dès 1987 a été mis en place dans la commune le contrat "Oxygène", dont l'essentiel a été repris dans le RMI. A l'origine de cette initiative : le constat par la municipalité conduite par Jean Mouton qu'un certain nombre de personnes tombaient dans l'exclusion économique et sociale. D'où l'instauration d'une allocation et d'une aide à l'insertion à travers la signature d'un contrat entre la ville et les familles. Ces relations privilégiées ont vu aboutir des projets basés sur trois axes. Le contrat de progrès s'adresse aux plus démunis et s'étale sur une longue durée. Il concerne les familles exclues du système socio-économique, le contrat oxygène étant considéré comme un minimum social. Le contrat d'insertion intéresse les personnes à la recherche d'un emploi et vivant pour la première fois une situation de pauvreté. Le contrat oxygène peut alors financer une formation professionnelle. Enfin le contrat solidarité s'adresse aux exclus du système traditionnel et qui acceptent de travailler pour une collectivité ou une association. Une soixantaine de contrats ont été signés. Les résultats sont positifs dans l'ensemble. "*Le contrat oxygène a permis la fin de l'exclusion financière, sociale, de faire revenir la confiance en soi au bénéficiaire et d'entreprendre une démarche d'insertion individuelle ou collective*", constate Michel Fleck, directeur de CCAS. Ainsi il a permis à une douzaine de personnes de retrouver un emploi, d'assurer une formation à onze autres et de monter des sociétés à trois habitants de Plaisir.

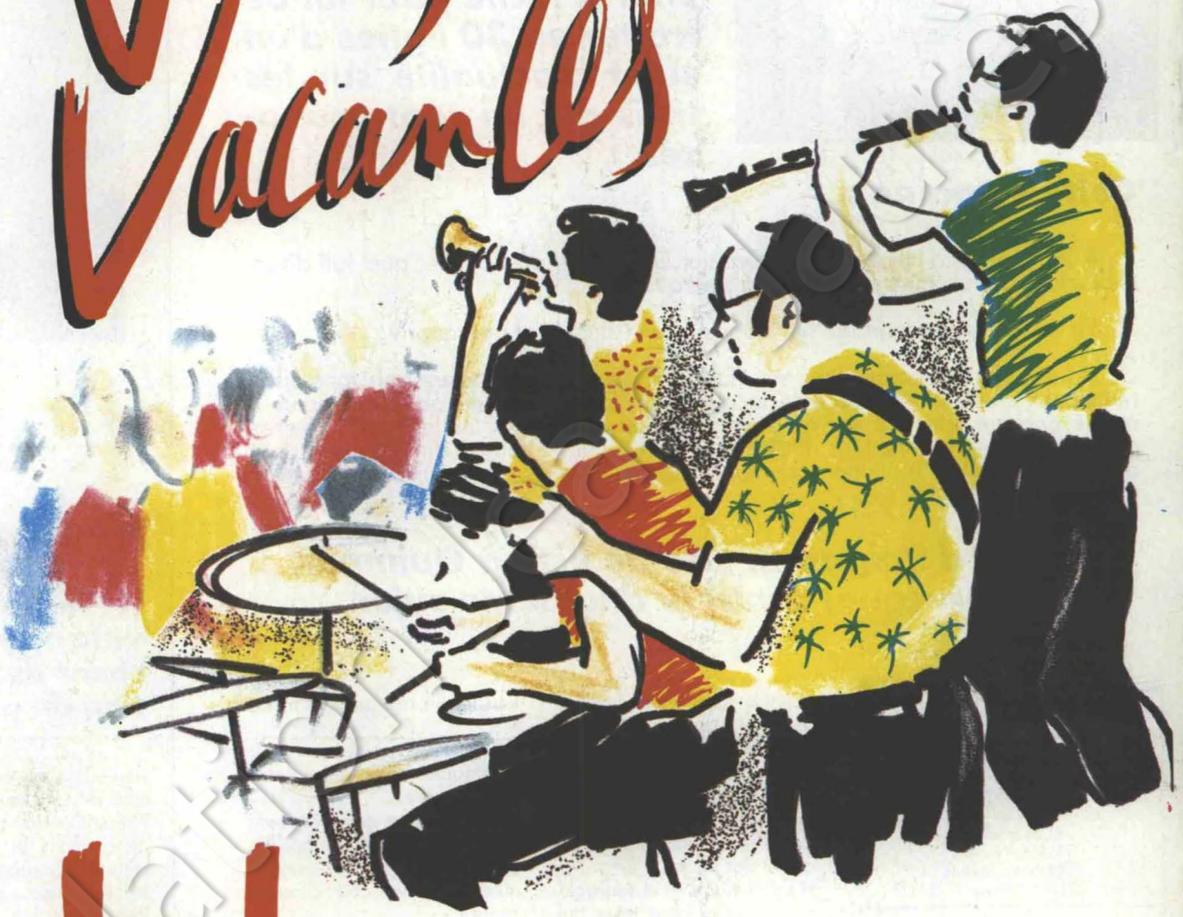
Idée simple

Autre volet de l'effort effectué par la municipalité ces dernières années : le développement économique. En 1986, une pépinière d'entreprise a été créée. La ville a acheté des locaux, les a rénovés et les offre en location à des conditions économiques avantageuses à de jeunes entrepreneurs. Une quarantaine d'entreprises se sont déjà implantées, créant 70 emplois.
Le contrat "Oxygène" et le développement économique, deux aspects essentiels de la politique menée par la municipalité. "*Ils illustrent une idée simple : la solidarité dans l'entreprise risque de manquer de consistance. L'entreprise sans la solidarité, c'est tout l'égoïsme des convictions chères à la droite*", conclut le maire, Jean Mouton

J.-P.B.

© Fondation Jean-Jaurès

Villages Vacances



Léo Lagrange

NORD PAS-DE-CALAIS
Vacances Léo Lagrange 59/62
Groupes : 48 bis, rue de Valenciennes
59000 Lille - Tél. 20.53.53.14
Individuels : 151, bd de la Liberté
59800 Lille - Tél. 20.30.90.69

RHONE-ALPES
Léo Lagrange Vacances - Lyon Sud
99, rue du Merlo
69600 Oullins - Tél. 72.39.00.89

REGION EST
Est Vacances Evasion
2, rue du 3e BCP - 88100 Saint-Dié
Tél. 29.55.04.79

REGION SUD-EST
Vacances Léo Lagrange
67, La Canebière
13001 Marseille
Tél. 91.91.91.50

REGION CENTRE
Vacances Picardie
Rue du Général Watrin
60000 Beauvais - Tél. 44.45.73.00

Vacances Léo Lagrange Bourgogne
5, rue Bossuet
71400 Saint-Pantaléon
Tél. 85.52.69.88

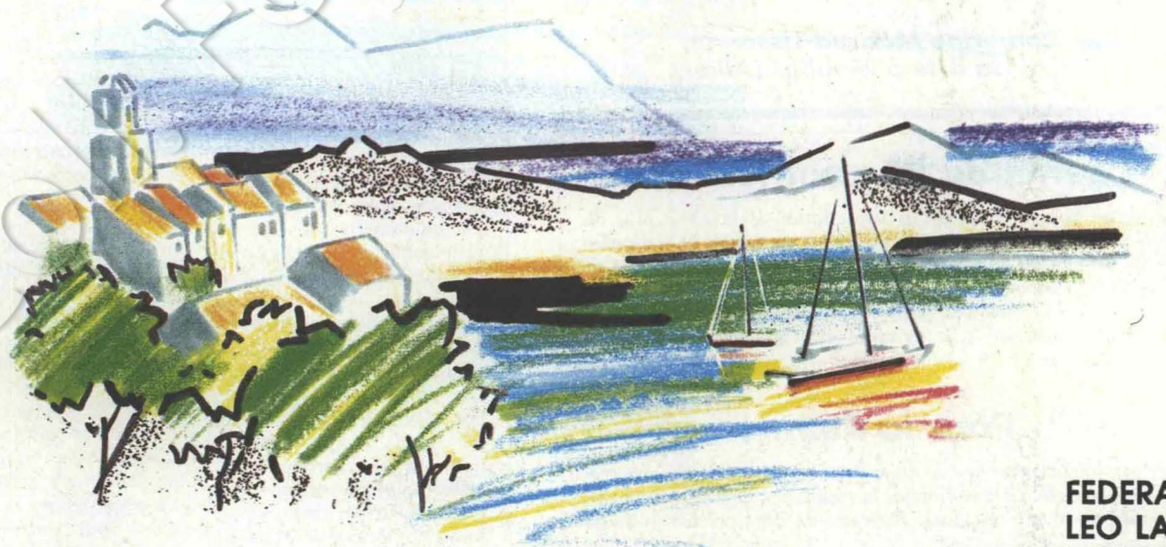
REGION OUEST
Vacances Léo Lagrange
2, rue Léon Blum - 44000 Nantes
Tél. 40.35.57.47

Fédération Régionale Bretagne
3, place du Colombier
35000 Rennes - Tél. 99.31.48.10

Tourisme Léo Lagrange Bretagne
Rue Marie Dorval, 56100 Lorient

REGION SUD
Sud Vacances Léo Lagrange
32, rue Maréchal Foch - B.p. 546
66005 Perpignan Cedex
Tél. 68.35.00.35

Léo Lagrange Temps Libre
10 bis, rue Colonel Driant
31400 Toulouse
Tél. 61.53.97.74



FEDERATION NATIONALE LEO LAGRANGE
Service Vacances
9, Rue Cadet
75009 Paris - Tél. 42.47.03.13

Numéro agrément tourisme FNLL 69009